

En RDC, la victoire contestée de Tshisekedi

L'opposant s'est rapproché du chef de l'Etat sortant, Joseph Kabila, pour le remplacer à la présidence

Pour la première fois de son histoire, la République démocratique du Congo (RDC) connaît une alternance politique par les urnes. Les armes se sont tues jeudi 10 janvier, laissant place à des cris de joie à Kinshasa. Peu avant 4 heures du matin, l'opposant Félix Tshisekedi a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018, selon les résultats provisoires annoncés par la Commission électorale. Il l'emporte avec 38,57 % et devance son rival de l'opposition, Martin Fayulu, deuxième avec 34,8 %, qui conteste cette issue. Visé par des sanctions de l'Union européenne pour la répression de manifestations, Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin du président sortant Joseph Kabila, dont la campagne fut terne, se contente de 23,8 %.

A 55 ans, Félix Tshisekedi, « provisoirement élu », s'appête à devenir le cinquième président du plus grand pays d'Afrique subsaharienne, vaste comme l'Europe occidentale. Un opposant à la tête du géant d'Afrique centrale, frontalier de neuf pays, riche en ressources naturelles, premier producteur et exportateur mondial de cobalt (prisé et courtisé par les multinationales tant il est indispensable pour les industries technologiques et le développement des voitures électriques). Cet homme tout en rondeur a en partie vécu à Bruxelles dans la bourgeoisie congolaise, héritier politique de son père, Etienne Tshisekedi (1932-2017), mythique chef de file de l'opposition à Mobutu Sese Seko puis aux Kabila.

« Je serai le président de tous les Congolais (...). Je rends hommage au président Joseph Kabila que je considère comme un important partenaire politique et non comme un ennemi », a déclaré le vainqueur de l'élection à l'annonce des résultats, à une foule de militants réunie devant le siège de l'UDPS, le parti cofondé en 1982 par son défunt père, qu'il dirige depuis. Il y a quelques mois encore, il fulminait pourtant encore contre « la dictature de Kabila » qu'il promettait de faire partir par les urnes ou la rue.

« Logique de réconciliation »

Le chef de l'Etat, Joseph Kabila, qui dirige le pays depuis la mort de son père, Laurent-Désiré, assassiné par l'un de ses gardes du corps en janvier 2001, a finalement tenu sa promesse d'organiser des élections. Avec deux ans et une semaine de retard, les Congolais ont voté le 30 décembre 2018 dans un calme relatif, malgré les nombreux dysfonctionnements techniques et logistiques. Et même si près de 1,2 million d'électeurs à Beni et Butembo (nord-est) ou à

« Joseph Kabila et Félix Tshisekedi ont intérêt à se rencontrer pour préparer la passation pacifique »

JEAN-MARC KABUND
secrétaire général de l'UDPS

Yumbi (ouest) ont été privés de scrutin par la Commission électorale, pour des raisons sécuritaires et sanitaires (épidémie d'Ebola).

« J'ai promis au peuple congolais l'organisation des élections et bien entendu une passation pacifique du pouvoir pour la première fois dans l'histoire de ce pays, avait confié le chef de l'Etat au Monde, fin décembre. Je tiens mes promesses et je surprends tout le monde, sauf moi-même. »

Pourtant le « rais » ne se retire pas vraiment. Il a finalement exclu l'option d'imposer son dauphin, qui aurait probablement suscité des violences urbaines tant il est abhorré par la population. En tacticien éprouvé, qui n'exclut pas de briguer un nouveau mandat en 2023, il a chargé, ces dernières semaines, ses stratèges de se rapprocher discrètement de Félix Tshisekedi pour négocier l'alternance. Ce dernier est jugé consensuel et « contrôlable », pour ne pas dire manipulable, par les caciques du régime qui tirent jusqu'au bout profit des divisions de l'opposition.

Par l'intermédiaire d'émissaires, Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, certain de sa victoire, ont donc discuté et pactisé pour offrir à la RDC ce grand moment politi-

que. Une manière de se partager le pouvoir, de consolider une paix fragile dans ce pays miné par plusieurs conflits, et de penser une issue à l'interminable crise politique provoquée par le maintien au pouvoir de Joseph Kabila, malgré la fin de son dernier mandat constitutionnel le 19 décembre 2016. « Dans la logique de la réconciliation nationale (...), Joseph Kabila et Félix Tshisekedi ont intérêt à se rencontrer pour préparer la passation pacifique et civilisée du pouvoir », avait d'ailleurs déclaré Jean-Marc Kabund, secrétaire général de l'UDPS, mardi 8 janvier.

Compromissions

A Limete, commune de Kinshasa et fief des Tshisekedi, les « combattants », ces militants de l'UDPS, savourent la victoire. Qu'importe les compromissions de leur « président » avec le régime qu'ils promettent de « renverser » depuis des années. Joseph Kabila va désormais peser sur le choix du premier ministre et très probablement tout faire pour conserver sa mainmise sur les services de sécurité et quelques pans du pouvoir. Avant que l'élu ne s'affranchisse et ne se retourne contre celui qui reste son « ennemi ».

« Félix Tshisekedi a mûri et est devenu plus sage ces derniers temps. Plutôt que d'être dans l'opposition frontale, il s'est mis à faire de la politique », analyse un diplomate de la région en poste à Kinshasa.

Depuis la mort de son père le 1^{er} février 2017, Félix Tshisekedi n'a en effet cessé de nouer des alliances et de se trouver des mentors de circonstance. D'abord le riche ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, ancien allié de Joseph Kabila passé à l'opposition avec sa fortune. Puis, ce fut l'ancien président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, avec qui il a rompu fin 2018 l'accord scellant la candidature unique de Martin Fayulu. C'est au final avec M. Kamerhe, originaire du Sud-Kivu (est), qu'il forme une nouvelle coalition et bat campagne dans le pays qu'il découvre en partie, lui, le Kinois originaire du Kasai (centre), terre où son nom suffit à garantir des scores élevés.

Face à lui, Martin Fayulu, qui se considère comme le réel héritier politique d'Etienne Tshisekedi.

Soutenu par Moïse Katumbi mais aussi par l'ancien chef de guerre et vice-président, Jean-Pierre Bemba, il a surpris par la montée

de sa popularité auprès d'une population avide de changement. Lui reste persuadé de l'avoir emporté, arguant des résultats des 40 000 observateurs électoraux de l'Eglise catholique congolaise qui avait « consacré » sa victoire sans révéler son nom au public mais en le laissant fuiter auprès de la communauté diplomatique de Kinshasa. La règle étant que seule la Commission électorale est légitime pour proclamer les résultats.

« Ces résultats sont trafiqués. Cette escroquerie électorale inac-

**« Cette
escroquerie
électorale
inacceptable
est de nature
à provoquer
le désordre »**

MARTIN FAYULU

candidat de l'opposition

ceptable est de nature à provoquer le désordre généralisé», a dénoncé Martin Fayulu dans la nuit, appelant ses militants à se mobiliser dans la rue pour « dire non à ce hold-up électoral » et la Cenco à révéler le nom de « celui qui incarne vraiment le choix du peuple ».

Pour l'heure, l'ONU, tenue à l'écart du processus électoral, « appelle toutes les parties prenantes à s'abstenir d'actes violents et à régler tout contentieux électoral par les mécanismes institutionnels établis ». En se rapprochant de M. Tshisekedi, le régime Kabila pense avoir neutralisé cette opposition radicale. Sous pression de la communauté internationale, à commencer par les pays voisins et la sous-région, Joseph Kabila continue de manœuvrer et de dérouter ses partenaires diplomatiques préoccupés par cette incertaine période post-électorale. Une ère qui s'ouvre dans la contestation, mais aussi dans une atmosphère de fête dans les rues des grandes villes du pays. ■

JOAN TILOUINE

La France réservée

Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a estimé, jeudi 10 janvier, que les résultats provisoires de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, qui donnent la victoire de l'opposant Félix Tshisekedi, ne semblaient « pas conformes aux résultats que l'on a pu constater ici ou là ». « La Conférence épiscopale du Congo a fait des vérifications et annoncé des résultats qui étaient totalement différents », a déclaré Jean-Yves Le Drian sur CNews. Dans les minutes ayant suivi la publication de ces résultats dans la nuit de mercredi à jeudi, deux diplomates avaient déjà affirmé qu'ils étaient en contradiction avec le décompte effectué par la Conférence épiscopale nationale du Congo, selon laquelle la victoire revient à un autre dirigeant de l'opposition, Martin Fayulu.

